

# Blagnac, questions d'histoire **65**

Revue Semestrielle d'histoire locale - mai 2023

Les noyés,  
le Bazacle  
et Blagnac  
p.1

La Seconde  
république  
à Blagnac  
p.12

Jean Montariol :  
un architecte  
humaniste  
p.23

Une enquête policière et  
judiciaire sous l'Occupation  
dans le Luchonnais  
p.34



Bertrand Lavigne, acteur de la Révolution de 1848, maire de Blagnac sous la II<sup>e</sup> République  
Tableau de Henri Félix Emmanuel Philippoteaux, Lamartine devant l'Hôtel de ville de Paris, le 25 février 1848. Musée du Petit Palais

Pierre Guerre : le parcours  
d'un résistant  
des maquis de Haute-Garonne  
p.44

Docteur Louis Desrus,  
médecin du travail dans les usines  
aéronautiques  
p.51

Jean-François  
Estellé d'Aussonne  
p.65

# Une enquête policière et judiciaire sous l'Occupation dans le Luchonnais

par Annie Thomas

Dans un article précédent de notre revue, nous avons présenté la constitution du maquis éphémère d'Esténos dans le Comminges, l'arrestation musclée de Jean Bertrand, Jean Castagnet et Robert Caussat et leur lourde condamnation par la section spéciale de la cour d'appel de Toulouse le 17 mars 1944. Robert Caussat, à son retour de Dachau, devint après-guerre une figure blagnacaise et un des fondateurs de notre association.

*Le chef du maquis, Pierre Guerre, commerçant à Bagnères-de-Luchon\*, fut condamné par contumace, car il réussit à s'échapper et à fuir en Espagne. L'enquête policière*



Barrage et refuge  
du Portillon  
- Wikipédia

*et judiciaire très fouillée qui aboutit à leur condamnation comporte un volet luchonnais entre recherches d'explosifs dans le cirque du Lys et en lien avec la centrale du Portillon, traque de ceux qui ont fourni une fausse carte d'identité à Robert Caussat et bien sûr recherche effrénée de Pierre Guerre. C'est ce volet que nous allons traiter ainsi que le portrait de cet homme engagé passé en Espagne puis au Maroc où il s'engage dans les*

*Forces françaises libres au sein de la deuxième DB. Il incarne ainsi un des volets héroïques de la Résistance.*

## UN MAQUIS ÉPHÉMÈRE ET UN CAMBRIOLAGE QUI TOURNE MAL : RAPPEL DES FAITS

Tout commence à Esténos au petit matin du 15 mars 1943 quand l'institutrice du village arrive pour prendre sa classe. Elle s'aperçoit que la mairie et son appartement ont été cambriolés. Des armes ont été volées ainsi que des bons d'alimentation, de la nourriture... La police et la justice interviennent immédiatement et trois suspects Jean Bertrand, Jean Castagnet et Robert Caussat sont arrêtés par les gendarmes à l'ouest de Cierp-Gaud après une course poursuite de plusieurs heures. Incarcérés immédiatement à la prison de Saint-Gaudens, ils sont interrogés longuement et les documents et papiers en leur possession passés au crible.

L'enquête montre que trois autres hommes ont pu s'enfuir. Ils faisaient partie du commando dirigé par Pierre Guerre épicier à Luchon. Ils appartenaient pour la plupart aux FTP (francs-tireurs partisans) proches du Parti communiste et étaient membres des Jeunesses communistes avant-guerre. Ils sont victimes de la féroce répression anticomuniste de Vichy et des Allemands dans ce début d'année 1943 qui voit la naissance des maquis dans notre région. Le commissaire Fournera et son adjoint l'inspecteur Mouly de la 8e brigade de sûreté de Toulouse sont chargés de l'enquête ainsi que les juges Liouis et Théodaly du tribunal de 1ère instance de Saint-Gaudens.

## LUCHON SOUS LE REGARD DE VICHY ET DES OCCUPANTS

Lors de son arrestation, Robert Caussat est en possession d'une fausse carte d'identité mais avec le vrai tampon de la mairie de Luchon. Quelques jours plus tard, la police découvre à quelques mètres de la grange qui servait de QG aux maquisards une caisse remplie d'armes et d'explosifs de la EGHP Luchon, une entreprise de grands travaux hydrauliques dont le siège social est à Luchon. L'entreprise intervient au même moment sur les grands travaux d'aménagement en lien avec le barrage et la centrale de Portillon ouverts en 1941 et en particulier au lac Bleu.

Par ailleurs, très vite, les interrogatoires des accusés, des voisins et des protagonistes font émerger le rôle de Pierre Guerre et de sa grande famille élargie, en particulier du côté de sa femme Isabelle Guerre née Martin en Espagne.



*Paquets d'explosifs cachés dans la montagne. Dossier de la Gendarmerie. AD 31*

## LUCHON : UNE VILLE TRÈS SURVEILLÉE ET STRATÉGIQUE POUR LES ALLEMANDS COMME POUR LA RÉSISTANCE

Luchon et le Comminges sont sous le feu des projecteurs des troupes d'occupation, car ils se trouvent dans la zone réservée pyrénéenne sous contrôle allemand. Une zone particulièrement surveillée où tous les habitants doivent posséder une carte d'identité spéciale et où tout déplacement est subordonné à un sauf-conduit. La célèbre ville thermale est située au cœur des Pyrénées, au pied



*Les thermes Chambert à Luchon  
Photo Père Igor  
Wikipédia.*

des plus hauts sommets de la chaîne et avec la frontière espagnole en ligne de mire. Elle fut durant l'occupation le siège de la Grenzpolizei (la police des frontières au sein de la Gestapo) à la villa Raphaël de novembre 1942 à août 1944. Karl-Heinz Müller en fut le premier chef de novembre 1942 à mars 1943 avant de devenir chef de la section anti-juive de Toulouse. Les vieux Luchonnais expliquent que la villa avait été choisie en raison de son éloignement de l'agglomération. Ainsi personne n'entendait les hurlements de douleur et les cris de terreur des prisonniers. La mission de la Grenzpolizie et de ses SS est de traquer tous ceux voulant passer en Espagne : les Juifs de toute nationalité, ceux qui souhaitaient s'engager dans les Forces Françaises Libres, les Résistants, les soldats et pilotes alliés venant d'effectuer une mission en France, les réfractaires au STO comme Jean Castagnet, un des condamnés du maquis d'Esténos.

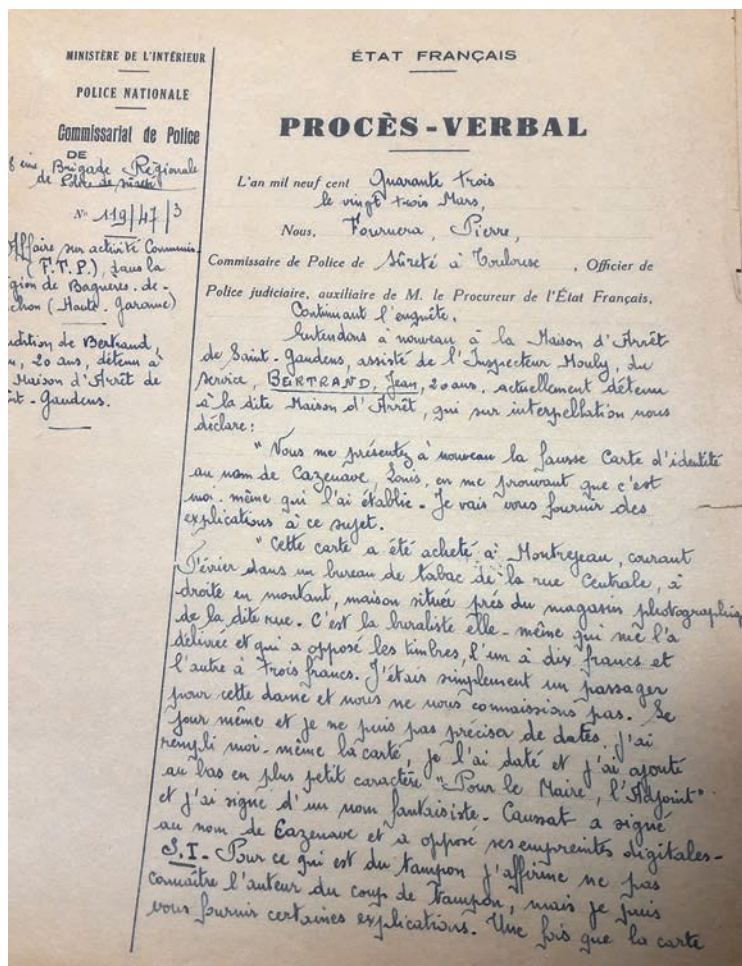
Villa Raphaël  
à Luchon -  
Ajpn.org



Plaque en  
hommage  
aux passeurs  
Ax-les-Thermes  
- Photo F. Bellin



Procès-verbal  
d'interrogatoire de  
Jean Bertrand  
le 23 mars 1943  
par le commissaire  
Fournera. AD



Nombre des chemins de la Liberté menant à l'Espagne passaient par Luchon et la haute montagne qui l'entoure. Le caractère hautement stratégique de la frontière et de son contrôle est évident au fil des interrogatoires et des rapports. Les historiens, tout en débattant sur le chiffre réel difficile à connaître, estiment qu'environ 60 000 personnes passèrent en Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale. La péninsule ibérique restait la seule porte de sortie terrestre à l'ouest du continent dans une Europe occupée très majoritairement par les Nazis. De ce fait, la Résistance évita dans cette zone les actions violentes, pour ne pas obérer la sécurité des passages clandestins et éviter l'envoi d'effectifs allemands plus importants. Les autorités d'occupation et Vichy usèrent d'autres armes pour combattre la Résistance en particulier les dénonciations et la surveillance de groupes ou de personnalités jugées menaçantes. Deux points que l'on voit à l'œuvre dans l'affaire d'Esténois.

## UNE CARTE D'IDENTITÉ LOUCHE

Lorsqu'il est arrêté, Robert Causat porte sur lui une carte d'identité au nom de Cazenave Louis et portant une photo de lui-même avec des lunettes. Lors de son interrogatoire le 22 mars à la prison de Saint-Gaudens, il raconte être allé chez un photographe à Montréjeau après avoir mis des lunettes. Il est allé retirer les photos trois jours après et les a remises à un cheminot dans sa motrice, vraisemblablement à la gare de Saléchan, avec le mot de code : « Connais-tu Alexandre ? ». Jean Bertrand interrogé le lendemain confirme et infirme la ver-

sion de Robert Caussat. C'est lui-même qui est allé acheter les timbres fiscaux de 10 f et 3 f chez la buraliste de Montréjeau. Ce même jour, il a daté la carte et a signé d'un nom fantaisiste sous la mention « Pour le maire l'adjoint ». Caussat a signé Cazenave et a apposé ses empreintes digitales. Jean Bertrand affirme qu'il ne connaît pas l'auteur du coup de tampon de la mairie de Luchon mais que Guerre a pris la carte et s'est chargé du tampon. Quant aux allégations de Caussat sur les photos et le cheminot, il les réfute absolument : « c'est de la pure invention de Caussat ».

31

## L'INSPECTEUR MOULY ENQUÊTE À LUCHON

L'enquête de l'inspecteur Mouly à Bagnères-de-Luchon poursuit deux cibles : qui a utilisé le tampon de la mairie et où se trouve Pierre Guerre ? Il veut savoir qui savait quoi et utilise tous les procédés possibles.

Ainsi Georges Bernard est interrogé le 1er avril 1943 sur les bases d'une déclaration qu'il aurait faite au café Mias (en fait de la Paix) sur « les dires d'une connaissance qui avait assisté à une réunion de Pierre Guerre et de plusieurs individus en vue d'un départ dans la montagne ». Interrogé sur cette assertion rapportée à la police, Georges Bernard reconnaît les faits et raconte la scène. Se trouvent, selon lui, au café Mias M. Mias lui-même, le notaire Comet, le marchand de bois Haurillon, le marchand de primeurs Ayvazoff et le secrétaire de mairie Samson en train de prendre l'apéritif à midi. Il indique que l'un de ces messieurs déclare que Guerre a dû passer la veille en Espagne, que la décision a été prise dans le couloir de la maison qu'il habite et qu'il y a vu celui qui l'a fait passer en Espagne revenir complètement fourbu. À la question de l'inspecteur sur celui qui a fait cette déclaration, Georges Bertrand répond : « il s'agit de Samson ».

Ce même 1<sup>er</sup> avril l'inspecteur Mouly interroge Jean Fave, un guide en montagne, objet de ses soupçons. Fave reconnaît connaître Guerre et avoir pris l'apéritif avec lui le dimanche 14 mars entre 18 h et 19 h. S'il était fourbu le mardi 16 mars (date supposée par la police du passage de Guerre en Espagne), c'est parce qu'il s'est rendu dans une petite métairie de sa famille à 12 km de la frontière pour y travailler. Il reconnaît être passé chez Mme Guerre le mardi soir et chez leur voisine M<sup>elle</sup> Fourment mais c'est parce qu'il a des relations amicales avec ce petit monde. Et il assène un argument massue, « le poste fixe de gendarmerie sur la route de la métairie m'a contrôlé ».

Toujours le 1<sup>er</sup> avril, interrogatoire de Georges Samson, secrétaire général de la mairie de Luchon par Mouly. Poste sensible s'il en est ! On lui rapporte les paroles de Georges Bernard sur ses déclarations au café de la Paix. Il réfute et dit qu'il n'est pas un témoin direct en faisant référence à ce que sa femme aurait vu dans le fameux couloir et lui aurait rapporté : « L'affaire Guerre faisant l'objet de toutes les conversations, des supputations, suppositions, je ne sais rien ainsi que ma femme ». Marguerite Samson évidemment est interrogée le lendemain 2 avril. Elle dit « des petits faits qui ne peuvent être que des coïncidences successives mais que nous avons interprété autrement ». « Par trois fois j'ai vu Fave fatigué et je me suis fait la réflexion qu'il aurait pu aider P. Guerre à s'enfuir. Mon mari a eu tort d'en parler avec des amis en public car ce ne sont que de simples suggestions ». Madame Samson « exécute » son mari mais lui sauve la mise. Tous les protagonistes de cet épisode à la Pagnol sont laissés en liberté provisoire.

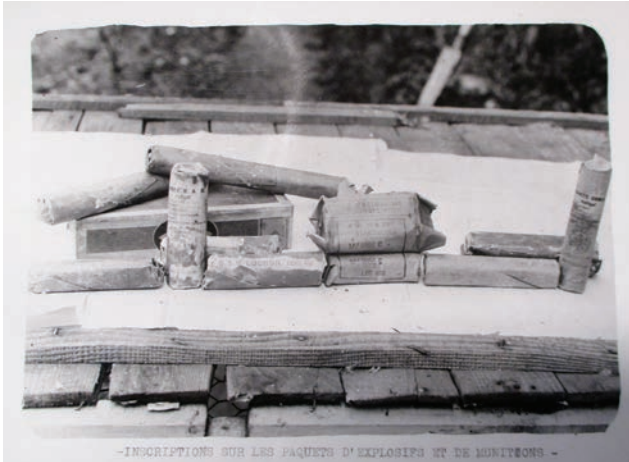
Dernier épisode, l'audition de Josette Dufour (veuve Cazaux) employée à la mairie le 27 avril. Elle certifie n'avoir jamais timbré une carte présentée par P. Guerre au nom de Cazenave. Cette carte n'existe pas dans le numéro d'ordre qu'elle tient à jour. Elle ne peut donner aucun renseignement aux forces de police.

Le mystère de la carte d'identité reste entier encore aujourd'hui !

## UNE CAISSE EXPLOSIVE

Rappelons les faits. Quelques jours après l'arrestation des trois comparses, le commissaire Fournera et l'inspecteur Mouly perquisitionnent le 19 mars 1943 la grange à Cuhéreich qui a servi de QG aux résistants. Ils y trouvent une lampe à acétylène typique des mineurs. En s'éloignant de quelques mètres, l'inspecteur Mouly découvre une caisse remplie d'explosifs dans une ruine. Elle contient 120 cartouches, 92 m de cordon Bickford, 1,5 kg de poudre noire, des armes et des munitions. L'identification des explosifs est immédiate car la dynamite provient de la société

Inscription sur  
les photos  
d'explosifs et  
de munitions.  
Dossier  
Gendarmerie  
AD 31



EGHP Luchon (entreprise des grands travaux hydrauliques). Elle était fabriquée à Paulilles dans les Pyrénées-Orientales dans l'usine Nobel et dûment numérotée et datée comme en attestent les photos du dossier de la gendarmerie conservé aux AD 31.

EGHP Luchon (entreprise des grands travaux hydrauliques). Elle était fabriquée à Paulilles dans les Pyrénées-Orientales dans l'usine Nobel et dûment numérotée et datée comme en attestent les photos du dossier de la gendarmerie conservé aux AD 31.

## UNE PÉRIODE DE GRANDS TRAVAUX HYDRAULIQUES

Malgré la guerre puis l'occupation, les grands travaux d'aménagement du système hydraulique de la vallée du Lys et de la vallée de la Pique se poursuivent. Ils avaient démarré dès 1918 avec les ouvrages de la Pique Inférieure, puis en 1919 avec la

Carte des vingt  
jours d'un  
touriste au pays  
de Luchon par  
Stephen  
Liégeois



Pique supérieure et le lac d'Oô et en 1928 Mousquères. Durant l'Occupation, en 1941, la centrale du Portillon avait été mise en service avec une hauteur de chute de 1420 m, la plus haute de France. En 1943, les travaux se poursuivent à la station de pompage de Prat-Long à 2232 m. Elle devait pomper l'eau du lac Bleu vers le lac du Portillon. La station sera mise en service en 1946.

C'est de ce chantier précisément que provient la dynamite découverte à Cuhéreich. Comme on le comprend facilement, ce type de produit était particulièrement suivi par les autorités de Vichy et par les occupants. Après-guerre, nous apprendrons que les explosifs du chantier du Portillon servirent à saboter le réseau de chemin de fer lors des combats de la Libération notamment à Loures-Barousse à hauteur des fours à chaux.

Après-guerre, toujours, nous saurons que de nombreux fugitifs déguisés en ouvriers et sous la conduite d'ouvriers passeurs empruntaient le monte-charge qui part de

la vallée du Lys pour atteindre les chantiers du Portillon. Les passeurs les guidaient ensuite sur le chemin de ronde qui mène au Port-vieux et les dirigeaient vers la frontière espagnole. Des centaines de personnes passèrent vers l'Espagne dont Jean Haffner qui s' enrôla dans les FFL et participa à la libération de la France. Dans son blog, Pierre Haffner, son neveu, évoque son évasion et rend hommage à ces passeurs du Portillon.

Un matériau sous haute surveillance, une zone frontière à protéger à tout prix, de forts soupçons, il n'en fallait pas plus pour déclencher une vague d'interrogatoires y compris jusqu'au lac Bleu par les policiers et les juges en charge de l'affaire.

## PIERRE GUERRE ET SA PARENTÈLE IMPLIQUÉS

Pratiquement tous les membres de la grande famille de la femme de Pierre Guerre, Isabelle née Martin en Espagne, sont visés par les enquêtes de la police et de la justice. Le frère d'Isabelle, Vincent, a trouvé le contact qui a prêté la grange de Cuhéreich.

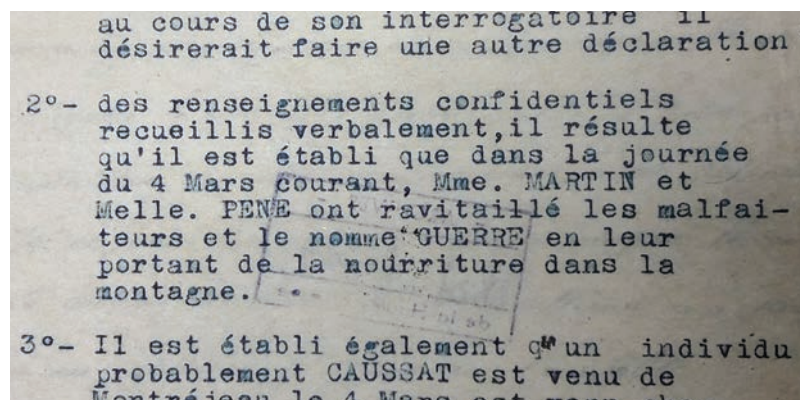


Photo de Vincent Martin. Dossier de la gendarmerie AD 31

La femme de Vincent, Marguerite née Pène et sa jeune sœur Georgette Pène, ont ravitaillé les maquisards et les ont accompagnés ou accueillis dans les différentes gares du secteur. Et surtout le père de Marguerite et de Georgette, Paul Pène, est garde-poudrière au lac Bleu. Il est immédiatement l'objet de soupçons ainsi que sa femme Adèle.

Enfin, Pierre Guerre en tant qu'épicier ravitaillait le chantier du lac Bleu. On le voit, de multiples connexions menaient les policiers vers lui et sa parentèle élargie. Nous vous proposons à la suite de cet article un portrait de cet homme engagé.

*Interrogatoire de Balestas, rapport du gendarme Augé de Cierp-Gaud*



## PAUL ET ADÈLE PÈNE SOUS L'ŒIL DES ENQUÊTEURS

Paul Pène est garde-poudrière sur le chantier du lac Bleu d'où proviennent les explosifs retrouvés le 19 mars 1943 près de la cachette des maquisards. Sa maison d'Esténos est immédiatement perquisitionnée. On y retrouve deux lettres compromettantes et dans sa cave une caisse vide mais ayant contenu de la nitroglycérine. Dès le 20 mars, sa femme est auditionnée par le juge Théodoly à Esténos. Elle affirme que son mari n'a jamais amené de dynamite à la maison. Il a apporté la caisse à une date dont elle ne se souvient pas.

Les enquêteurs trouvent une lettre adressée à Adèle par Paul le 23 novembre 1942

Enveloppe  
d'une lettre  
adressée à  
Adèle Pène  
par Paul Pène.  
PV de perquisition  
AD 31



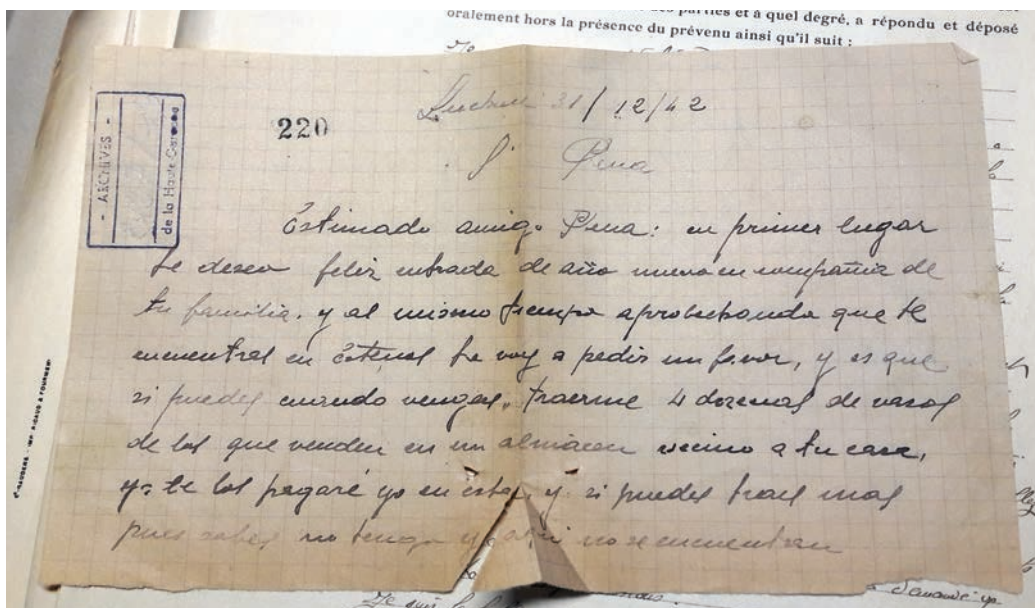
depuis la station de pompage et dont certains termes sont jugés troublants. Paul écrit : « Je te prie Georgette (sa fille Ndlr) de bien vouloir rentrer les caisses le plus tôt possible. Ne fais pas la commission par personne. Va toi-même soit par le train soit avec Dénartain (?) et veuillez m'écrire pour me dire que vous les avez toutes les trois ». Et aussi « Je te prie ma fille de ne rien dire à des étrangers, ne

parle pas de la guerre en m'écrivant. Le Préfet de la Haute-Garonne fait appeler tous les étrangers ». Sommée de s'expliquer, son épouse indique que les caisses ne contenaient que des clous et des vêtements.

Une autre lettre du 31 décembre 1942 est retrouvée dont les termes et la langue utilisée, l'espagnol, attire l'œil des enquêteurs. On connaît la place des Républicains espagnols dans la Résistance. « Cher ami Pena, d'abord te souhaiter une bonne année en compagnie de ta famille. Et puis-je te demander un service. Me ramener quand tu reviens 4 douzaines, de ceux qui se vendent dans un magasin proche de chez toi. Je te les paierai. Tu sais ou me trouver et là je serai » signé R Barcena. Des termes équivoques pour la police !

Adèle Pène, pour finir, indique que son mari est descendu de la vallée du Lys le

Billet  
en espagnol  
trouvé  
au domicile  
des Pène.  
PV de  
perquisition  
AD 31



1<sup>er</sup> janvier 1943 puis le 13 février. Dates importantes pour le suivi des explosifs.

Le 23 mars 1943 Paul Pène est interrogé par le commissaire Fournera. Il indique qu'il est garde-poudrière depuis janvier. Auparavant il était terrassier au tunnel de la vallée du Lys. L'entreprise possède deux poudrières l'une au lac Bleu où il travaille et l'autre à la vallée du Lys. Il travaille avec son collègue David. C'est M. Porini qui tient la comptabilité des deux sortes de dynamite : la verte et la rouge mais, dit-il, les ouvriers se servent quand ils veulent. Il n'a constaté aucune disparition depuis qu'il est là. Il reconnaît avoir dit à sa femme et à ses enfants d'être prudents

dans leurs conversations et leur courrier. Oui, vers le mois de novembre 1942, il a fait parvenir trois caisses ayant contenu de la dynamite. L'une était remplie d'un pardessus, l'autre de linge sale et la dernière de linge sale et de clous. Il affirme n'avoir jamais été en contact avec P. Guerre même s'il sait que c'est lui qui ravitaillait la cantine du chantier.

## UNE DÉBAUCHE D'INTERROGATOIRES DES PRINCIPAUX PROTAGONISTES

Dans la foulée, le commissaire Fournera interroge Pacifique Porini le chef mineur au lac Bleu. Il dirige les travaux de la galerie qui va du lac Bleu au lac de Graoues. Son percement se fait à l'aide de dynamite. Il déclare « quand j'en ai besoin je vais les chercher à la poudrière dont les deux gardiens sont Pène et David. Je me fais aider pour le transport par les ouvriers disponibles. J'ai la clef de la poudrière et je n'ai jamais constaté que la serrure ait été forcée ». Il signale que le 1 et 2 mars il a reçu deux envois de 325 à 350 g de dynamite. Il a constaté qu'il manquait dans une caisse un paquet de 25 cartouches de dynamite BAM. Il le signale. De même le 19 mars il s'aperçoit qu'une caisse n'est pas complète. Il donne à Fournera les dates de présence des salariés soupçonnés.

Jean David, l'autre garde-poudrière du lac Bleu, est interrogé le 25 mars par les inspecteurs Laussac et Nadaud à Moissac car il réside à Ladécorade. Il est soupçonné d'être le propriétaire de la lampe à acétylène retrouvée dans la grange des maquisards.

Par ailleurs il garde la poudrière avec Pène la nuit. Il évoque deux transports de caisses de cartouches à la station de pompage avec Pène fin février et début mars. « Ces caisses sont restées au tunnel et n'ont été acheminées à la poudrière par Pène et un autre ouvrier que le jour de mon départ le 4 mars ». Ce jour-là, il descend à la station de pompage et attend le directeur avec qui il prend la benne. À Luchon il fait différentes commissions pour lui et ses collègues y compris amener une lettre de Pène à Mme Guerre à l'épicerie. Il prend son train et arrive à Toulouse « il est fouillé comme tout le monde ». Il est à Moissac à 18 H.

On lui fait remarquer que la dynamite a été volée entre le 1<sup>er</sup> et le 2 mars et qu'il est le seul à être redescendu. Il se défend en disant que tous les ouvriers avaient accès à la dynamite entreposée au tunnel et que certains sont redescendus à ce moment-là. Interrogé sur le fait qu'il n'avait pas remis sa lampe à sa place, il répond qu'il fait

comme tout le monde, parfois on ne remet pas sa lampe. La lampe trouvée n'est pas la sienne. Celle-ci est cachée à la cantine sous une table ou elle doit se trouver encore. Il réclame une visite domiciliaire chez lui. Elle sera effectuée et ne révélera



*Lampe à acétylène trouvée dans la grange des maquisards. Rapport de gendarmerie AD 31*

rien.

Procès-verbal  
d'interrogatoire  
de J. David  
à Moissac.  
Dossier de la  
gendarmerie  
AD 31.

compagnie du patron.  
3°. Le vol des explosifs pourrait provenir aussi bien de la poudrière de la "Vallée du Lys" que de celle du "Lac Bleu".  
4°. Avant d'être entreposées dans la poudrière, les caisses de dynamite restent parfois deux ou trois jours dans le tunnel, où tous les ouvriers ont accès. Ce fut le cas pour les deux ~~deux~~ derniers arrivages de fin Février et commencement Mars, où elles restèrent plusieurs jours.  
5°. Dès que les explosifs sont dans la poudrière, ils sont un peu plus en sécurité, bien qu'il soit possible d'ouvrir la porte, la serrure de celle-ci fonctionnant mal. J'en ai d'ailleurs fait la remarque à PENE et à M. PORINI, chef de chantier du "Lac Bleu".  
6°. Il arrive parfois que sur ordre de M. PORINI, nous laissons des caisses de dynamite dans l'ancienne forge qui est contiguë à notre chambre à coucher. A cet endroit tous les ouvriers ont accès.  
7°. Je signale en outre le fait suivant: M. PORINI envoie quelques fois des ouvriers seuls prendre des explosifs.  
8°. J'attire à nouveau votre attention sur ma précédente

## LE JUGE THÉODALY AU LAC BLEU POUR DES INTERROGATOIRES

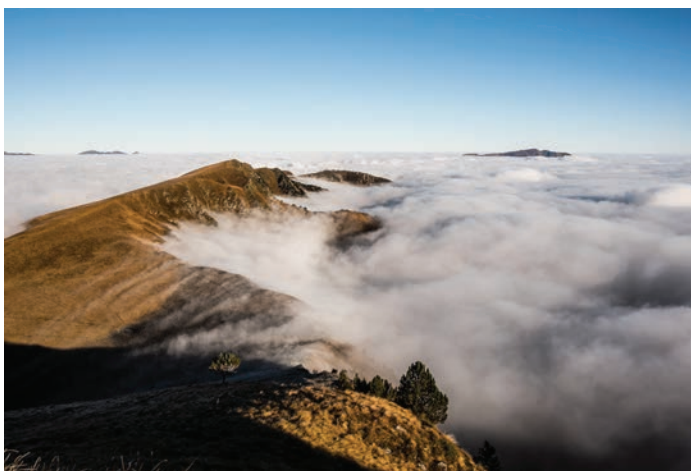
Non satisfait des recherches menées en plaine, le juge Théodaly du tribunal de 1ère instance de Saint-Gaudens décide de se transporter au lac Bleu pour y mener différents interrogatoires en compagnie de son greffier Castex le 21 avril 1943. Il y rencontre d'abord le directeur de la EGHP Albert Gruget, qui explique le cheminement de la dynamite. Elle arrive en gare de Luchon dans des caisses qui doivent contenir 25 kg d'explosif pour la BAM et 20 kg pour l'ablonite. Jusqu'en 1940-41, les caisses arrivaient cerclées et plombées. Ce n'est plus toujours le cas et on constate que beaucoup arrivent désunies et qu'il faut les reconstituer. De plus, les paquets ne contiennent plus uniformément 25 cartouches qui ne pèsent plus le même poids. Le directeur a signalé le fait à la maison Nobel. On vérifie quelques caisses au hasard à la gare, puis on les charge immédiatement dans un camion qui les amène à la poudrière du Lys. Là, un magasinier réceptionne et un ou deux ouvriers la gardent jour et nuit. Les explosifs pour les chantiers dans la montagne sont demandés par téléphone et le magasinier et son aide les transportent au funiculaire. Déchargés à la station de pompage, ils sont transportés par galerie jusqu'au chantier. Il indique qu'une caisse non vérifiée à la gare l'a été par Porini au lac Bleu le 19 mars. Il s'aperçoit que des cartouches manquent et le signale au directeur le 22 mars lors de sa visite.

Dans la foulée, interrogatoire de Pierre Tranvouez, artificier à la vallée du Lys, qui confirme sa surveillance de la poudrière nuit et jour en compagnie de son camarade Robert Lacaze. Ils n'ouvrent jamais les caisses mais elles arrivent parfois éventrées. Il n'a jamais pris de dynamite et n'en a donné à personne. Pacifique Porini le chef mineur présent ce jour-là confirme son interrogatoire par Fournera. Il rajoute qu'il est descendu du chantier le 6 février et est allé voir sa femme à Toulouse. Il est revenu le jeudi 4 mars. Il connaît le magasin Guerre à Luchon mais pas P. Guerre. Les interrogatoires et la visite au lac Bleu ont mis en évidence la difficulté de trouver celui ou ceux qui ont fourni la dynamite aux maquisards. Malgré des dates sûres et des procédures établies, le nombre de personnes autorisées à transporter et manipuler de la dynamite est extrêmement élevé. Le coupable court toujours !

*En conclusion, à travers les deux articles consacrés au maquis d'Esténo (revue 64 et revue 65), nous avons voulu explorer en profondeur une enquête policière et judiciaire sous l'Occupation à partir de nouveaux documents disponibles aux Archives départementales de la Haute-Garonne.*

*Vichy et les occupants allemands avaient mis en place une mécanique de contrôle*

*et de répression implacable. La femme de Pierre Guerre, Isabelle, sera enfermée au camp de Brens dans le Tarn. Notre objectif est de rendre visibles les différentes procédures auxquelles ont recours la police et la justice de Vichy dans le cadre d'un pseudo État de droit. Mais il est aussi de montrer les multiples solidarités familiales, amicales ou professionnelles qui ont permis à la Résistance de se développer et de prospérer dans cette zone de moyenne et haute montagne.*



*Le chemin  
des crêtes  
entre la France  
et l'Espagne  
au-dessus du  
Portillon.  
[www.rando-  
marche.fr](http://www.rando-marche.fr)*

\*Bagnères-de-Luchon est également nommée Luchon par métonymie.

## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Archives départementales de la Haute-Garonne

Fonds du cabinet du préfet régional : M 1904

Fonds du service régional de police de sûreté : 5795 W 22/5795 W 23/ 5795 W 102/  
5795 W 1260/5795 W 1290/5795 W 1293/ 5795 W 1968

Arnal André, *3 cantons Haut-Garonnais dans la Guerre*, Ed. Empreinte, 2018.

Charnay Annie, « Les sources de l'histoire de la seconde guerre mondiale aux archives départementales de la Haute-Garonne », *Annales du Midi*, Tome 104, N°199-200, 1992. les années quarante dans le Midi. pp. 483-499.

Estèbe Jean, *Toulouse 1940-1944*, Perrin 1996.

Goubet Michel et Debauges Paul, *Histoire de la Résistance Haute-Garonne*, Milan 1986.

Souriac René (sous la direction) *Comminges et Nébouzan* Tome II, Société nouvelle d'éditions régionales et de diffusion 1984. Page 776 *La Résistance en Comminges*, Émilienne Eychenne.

Thomas Ferrer, *Passeurs et évadés dans les Pyrénées- Franchir la frontière franco-espagnole durant la Seconde Guerre mondiale*, Cairn éditions 2018.

Michel Catala, « L'exil français en Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale 1940-1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* Année 2002.

<https://blogs.mediapart.fr/pierre-haffner/blog/170720/souvenirs-familiaux-de-luchon-et-d-ailleurs>

Site : Association pour l'Histoire de l'Administration des Douanes <https://histoire-de-la-douane.org/pyrenees-sans-ausweis/>

Mes remerciements toujours renouvelés à Didier Chapuy pour les recherches généalogiques et à André Arnal pour tous les apports historiques et les contacts.